

# Assemblée de GRÈVE

Lors de l'assemblée générale du 6 octobre, les étudiants et étudiantes présent-e-s ont pris la décision à l'unanimité de tenir une **assemblée générale spéciale de grève** le 2 novembre 2010. Cette assemblée a pour but de rassembler les étudiant-e-s pour ou contre la grève, afin d'en discuter, échanger et finalement voter.

Cette grève s'insère dans l'escalade des moyens de pressions débutée le 1er avril dernier avec une manifestation nationale qui a rassemblé plus de **15 000 personnes** opposées au dernier budget provincial. Ce budget prévoit l'augmentation des frais de scolarité, l'instauration d'une taxe santé, l'augmentation de 15% des frais d'Hydro-Québec, l'augmentation des frais des CPE à 10 dollars par jours ainsi que l'obligation de baisser les effectifs de tous les services publics de 50%

En novembre, le gouvernement et les grandes entreprises du Québec vont se rencontrer afin de chiffrer la prochaine hausse des frais en éducation. La ministre parle de 5000\$ par année à l'université, alors que plusieurs autres parlent d'instaurer des frais de scolarité au niveau collégial. Ceci est inacceptable, rejoignons les autres cégeps et universités qui désirent eux aussi débrayer pour s'opposer à ce sommet. Toutes les hausses sont inacceptables, unissons-nous contre ces injustices.

Rappelez-vous qu'il est important de venir à cette assemblée de grève, mais qu'il est encore plus important de s'informer et de comprendre les changements sociaux en cours au Québec, car un peuple instruit jamais ne sera vaincu.

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ÉTUDIANTE  
SPÉCIALE DE GRÈVE  
LEVÉE DE COURS  
2 NOVEMBRE À 12H30 DANS LA  
CAFÉTÉRIA.**

Le  
carré  
Rouge !!  
18 octobre 2010



LEVÉE DE COURS!

## MANIFESTATION

L'AGECVM invite tous ses membres à une manifestation le 21 octobre prochain pour dénoncer le sommet de l'éducation.

Lors de la dernière assemblée générale, la tenue d'une Assemblée Générale spéciale de grève a été votée pour le 2 novembre. Dans la même AG, les étudiant-e-s se sont positionné-e-s pour une levée de cours durant la manifestation régionale jeudi prochain. Cela permet aux gens voulant participer à la manifestation de ne pas avoir à subir les conséquences entrainé par l'absence au cours ainsi permettant une participation massive à cette manifestation cruciale dans l'escalade des moyens de pression.



À la lumière du budget Bachand dévoilé le 30 mars dernier, l'AGECVM croit que la direction actuelle de notre gouvernement vers un système économique néolibéral et de plus en plus axé sur le privé nous mène vers une dictature du capital et, qu'en somme, ça nécessite de notre part une réaction forte et directe.

Le **jeudi 21 novembre à 12h30**, nous nous rendrons donc dans le hall d'entrée afin de nous mettre en marche. Nous rejoindrons, vers 13h, une manifestation orchestrée par diverses associations étudiantes de Montréal, en collaboration avec l'ASSÉ. Tous les étudiant-e-s de la région de Montréal sont invité-e-s à cet événement de relance du mouvement étudiant qui réagit aux nouvelles attaques perpétrées par le gouvernement Charest.

## Rencontres des «partenaires» de l'éducation

C'est cet automne que se tiendront les rencontres au sujet de l'éducation secondaire, collégiale et universitaire entre notre ministre de l'éducation Line Beauchamp et les nombreux « acteurs de l'éducation » soit quelques présidents de compagnies, les fédérations étudiantes ainsi que des syndicats de professeurs. Selon la ministre, ces rencontres mettront « à l'avant-scène les enjeux cruciaux de l'éducation » pour donner une impression de *consensus*.

Après l'annonce de la hausse des frais de scolarité dans le budget provincial rendu public en mars dernier, ces rencontres seront pour le gouvernement l'occasion de fixer les hausses qu'il projette en pouvant toutefois affirmer que les étudiantEs touché-e-s par ces mêmes hausses ont été consulté-e-s. Depuis 2007, Le dégel amène une hausse de 30% des frais par année à l'université et nous savons maintenant que ça continuera aussi en 2012.

Soulignons le caractère antidémocratique de ce sommet : les quelques « acteurs de l'éducation » qui y seront présents n'auront pas de droit de vote sur ce qui sera proposé. Ces rencontres seront le théâtre de quelques discussions, mais sans plus. Peu importe les opinions amenées par les groupes présents, nous pouvons douter qu'elles seront réellement prises en considération dans les décisions de nos dirigeants néolibéraux.

Le sommet de l'éducation consiste donc en une belle façade. Quand le mécontentement contre les hausses des frais de scolarité se fera sentir

de plus belle, le gouvernement pourra dire allègrement que nous avons été consulté-e-s et que nous étions en accord avec les résultats des « négociations ». Belle excuse...

Le boycott du sommet a déjà été voté à l'assemblée générale de l'AGECVM le premier septembre. La grève de 3 jours a pour but de protester activement contre la tenue de ce sommet et d'en organiser la perturbation.

L'assemblée spéciale de grève aura lieu le 2 novembre, soyons-y!

\*<http://www.mels.gouv.qc.ca/ministere/info/index.asp?page=communiques&id=905>



## La lutte continue, perturbation du C.A. du CSSS

**La direction du Cégep du Vieux Montréal a offert de payer la moitié du salaire de l'infirmière scolaire qui n'est plus en poste depuis le début de la session d'automne suite aux coupures budgétaires dans le réseau de la santé.**

**Une pétition de plus de 750 noms a été remise à la direction du CSSS Jeanne-Mance.**

**Une manifestation étudiante réunissant plus de 300 personnes, dont des membres du syndicat des employés du CSSS Jeanne-Mance et des professeurs du Cégep, s'est rendue au CLSC et aux bureaux du premier ministre Jean Charest pour exiger le retour de Ginette Legros.**

**Malgré tout, le CVM n'a toujours pas retrouvé son infirmière.**

**Le combat continue.**

Le 29 octobre, des étudiant-e-s se sont rendu-e-s à l'action de perturbation du Conseil d'Administration du CSSS Jeanne-Mance organisée par le syndicat des employé-e-s.

Plusieurs questions pertinentes ont été posées. Trop peu de réponses satisfaisantes ont été données...des réponses vides de gestionnaires qui se soucient d'avantage de l'équilibre budgétaire que du bien-être de toute une population. C'est de santé qu'on parle ici. Or, on ne peut espérer une population en santé avec un bud-

get amputé. Quel est le rôle des gestionnaires des services publics si ce n'est de défendre ces dits services lorsqu'ils sont attaqués d'une manière aussi abjecte par le gouvernement?

Nous avons exigé le retour de notre infirmière. Ils nous ont répondu d'aller nous faire soigner ailleurs, qu'il n'y a plus d'argent pour nous. À constater le mécontentement de la population et des employé-e-s lors de

cette assemblée, il ne semble rester d'argent que pour l'embauche d'infirmières issues du privé. C'est comme ça que s'opère la privatisation des services publics. Nous en subissons déjà les conséquences.



C'est de santé qu'on parle ici, mais toutes les sphères de la société sont gravement menacées par le nouveau budget du gouvernement libéral. En éducation, de nouvelles hausses des frais de scolarité planent toujours au dessus de nos têtes. Il est ironique en effet de constater que plus les frais des services augmentent, plus leur qualité diminue. Comme nous l'avons constaté cette journée là, les conseils d'administration ont déjà abdiqué. Ces deux mesures proviennent de la même logique néolibérale orchestrée par la même classe de dirigeants. Pour obtenir gain de cause, nous devons lutter sur les deux fronts. C'est donc à nous d'agir!

**20 octobre:** assemblée d'information sur les compressions budgétaires  
**Heure: 19h00**  
Où: Comité social Centre-sud, 1710 rue Beaudry (métro Beaudry)